FO la force syndicale 73

FNEC FP

Fédération Nationale de l'Enseignement, de la Culture et de la Formation Professionnelle

Confédération Générale du Travail FORCE OUVRIERE

Section départementale de Savoie – 3 rue Ronde BP 50 423 – 73004 Chambéry Cedex

Courriel: fnecfpfo.savoie@gmail.com

Le 14 octobre 2025,

Monsieur le Directeur académique,

Mesdames, Messieurs les membres du CSA-SD 73,

Nous sommes réunis ici, en CSA-sD, avec pour ordre du jour l'ajustement des postes enseignants pour la rentrée 2026. Ce CSA-sD a été repoussé compte tenu des échéances électorales (qui n'ont aucun lien avec le 2nd degré) et se tient de fait, après la fermeture des serveurs de mutation intra-académiques. Sachant que vous prévoyez 13 suppressions de postes et 2 ouvertures, plusieurs questions se posent :

- Avez-vous anticipé ces fermetures en bloquant les postes éventuellement vacants au mouvement ?
- Avez-vous anticipé ces ouvertures en les proposant au mouvement ?
- Dans ce cas, à quoi sert cette instance ?
- Et si ce n'est pas le cas, cela suppose que les collègues ont élaboré des stratégies de vœux sur la base d'informations erronées (y compris pour les compléments de service). Comment pensez-vous gérer cette situation ? Quelle considération cela traduit-il de l'administration pour les personnels ? Les élections municipales étaient-elles plus importantes ?

Il va de soi que la FNEC FP FO 73 s'oppose à toute fermeture de postes et au contraire, revendique l'ouverture de postes à hauteur des besoins pour des effectifs par classe décents, qui permettent d'assurer la qualité de l'enseignement dans toutes les disciplines, et de garantir également les remplacements.

Alors même qu'il y a à peine un an, le Français et les Mathématiques étaient encore la priorité nationale avec les mesures du « Choc des savoirs », cette année vous supprimez 4 postes de Lettres Modernes et 2 de Mathématiques. Cette soi-disant priorité n'était-elle donc que du vent ?

Les compléments de service perdurent en nombre. Où pensez-vous affecter les collègues en mesure de carte scolaire et particulièrement en Lettres Modernes ?

Vous ne cessez de parler de la baisse démographique à long terme avec des projections lointaines pour justifier des classes à 28, 30 et les multiples suppressions de postes, mais cet argument est fallacieux. C'est un choix politique.

L'Éducation Nationale n'est pas la priorité du gouvernement. L'émancipation de la jeunesse et son bien-être ne sont pas la priorité du gouvernement. Le choix est clairement

fait : la priorité est maintenant la préparation à la guerre. Les services publics en sont la variable d'ajustement, la jeunesse, le vivier. Au delà des choix budgétaires qui ont pour conséquences réelles et très concrètes de charger les effectifs par classe et supprimer des postes, après les propos du Général Mandon qui nous dit devoir nous préparer à perdre nos enfants, nous notons un développement sans précédent des classes défenses et de l'intrusion de l'armée dans les établissements. Pour couronner le tout, nous découvrons avec stupeur un projet de loi visant la « restauration de l'esprit de défense, en instaurant un enseignement à la défense et à la sécurité globale ambitieux dans tous les établissements scolaires du second degré – et notamment [...] en classe de seconde. ».

Tout est dit : la jeunesse doit se préparer à la guerre, à mourir pour les intérêts du capital qui a main mise sur notre démocratie.

Pour la FNEC FP FO 73, c'est NON. Guerre à la guerre. Nous ferons tout ce qui est en notre pouvoir pour éviter cette escalade guerrière (y compris en participant au meeting international « Contre la guerre » à Londres le 20 juin).

La FNEC FP FO 73 revendique :

- la baisse des effectifs par classe
- la création de postes statutaires à hauteur des besoins (et donc l'annulation des 4000 suppressions de postes),
- la sortie de l'inclusion forcée et systématique (et donc l'ouverture des places nécessaires en ESMS, des postes d'AESH à hauteur des besoins, avec un vrai statut et un vrai salaire, l'abandon des PAS…),
- l'augmentation de la valeur du point d'indice de 10% maintenant, sans contre-partie, puis de 22;7% pour atteindre les 32,7% de perte de pouvoir d'achat depuis 2000,
- l'augmentation des frais de déplacements et ISSR en lien avec l'augmentation des prix du carburant,
- l'arrêt de toutes les tentatives du gouvernement de faire de l'Éducation Nationale un bureau de recrutement pour l'armée,
- l'abandon du projet de loi « Yadan » ,
- une résolution pacifique de tous les conflits dans le respect du droit international.

« Le syndicalisme ne saurait être indifférent à la forme de l'État parce qu'il ne saurait exister en dehors d'un régime démocratique »
« Le syndicalisme a pour devoir de se consacrer à la sauvegarde de la paix »
(statuts et congrès fondateur de la CGT-FO de 1948)

Merci de votre écoute.